



ÉDITO

PHILIPPE DUVIVIER

Président



DISCOURS DU PRÉSIDENT EN INTRODUCTION DU CONGRÈS

Madame, Monsieur les Ministres, Chers agriculteurs et agricultrices, à vous toutes et tous en vos titres et qualités,

Je tenais à vous remercier tout d'abord pour votre présence. Et vous dire la satisfaction d'enfin pouvoir nous retrouver pour un Congrès FUGEA ! Après deux années où ce type de rassemblement avait été annulé, cela nous tenait à cœur de pouvoir se réunir à nouveau ensemble.

En deux ans, l'actualité agricole aura été vibrante et de nombreux sujets ont agité le secteur. Je pense par exemple à la longue négociation PAC et au calendrier intenable, aux incertitudes concernant la viabilité économique des fermes toujours trop faible, à l'impact du réchauffement climatique qui fragilise nos fermes, nos sols et nos animaux.

Mais une problématique retient toutes les attentions du terrain : la crise du foncier agricole en Wallonie, que nous traversons depuis de nombreuses années.

Les facteurs expliquant cette crise du foncier sont multiples et interconnectés. Vous êtes toutes et tous témoins des dérives sur le terrain : urbanisation et bétonisation des sols, développement d'activités non-alimentaires mais hautement lucratives (sapsins, énergie renouvelables), arrivée de nouveaux acteurs attirés par l'appât du gain (société de gestion, agroindustriels, ...), agrandissement et concentration des fermes. Nous y reviendrons tout au long de cette soirée.

Toutes ces dérives renforcent l'explosion des prix de la terre et les difficultés croissantes pour louer des terres sous le régime du bail à ferme. Qui, dans cette salle est encore aujourd'hui en capacité d'acheter son outil de travail : la terre, ou de trouver un contrat sous bail à ferme ?

Cette précarité est un frein immense pour l'installation de jeunes agriculteurs et agricultrices et la reprise des fermes. Or le renouvellement des générations est un enjeu majeur en Wallonie, où l'âge moyen des agriculteurs est de 55 ans et que seulement 1 ferme sur 5 a un repreneur assuré. Vu le prix de la terre, qui sera capable de nous remplacer ? Pour faire quoi de nos terres ?

La crise du foncier menace toute la transition de notre agriculture. En exacerbant la compétition entre les usages alimentaires et non-alimentaires, elle remet en cause notre souveraineté alimentaire. Soyons clairs, nous aurons besoin de toutes les terres agricoles pour assurer les besoins alimentaires des populations mais aussi résister aux impacts du changement climatique et préserver notre environnement.

Sauvegarder les terres agricoles, préserver leur usage nourricier, garantir un accès pérenne aux agriculteurs et agricultrices d'aujourd'hui et aux prochaines générations : ces objectifs sont loin d'être atteints en Wallonie. Pire, nous nous en éloignons alors que nos politiques les ont placés au cœur de la Déclaration de Politique Régionale ou de la récente stratégie Food Wallonia.

La FUGEA refuse de baisser les bras face à ces constats. Notre syndicat est à la pointe du combat sur ce sujet, comme en témoigne nos diverses actions de terrain. Nous maintiendrons la pression pour que les acteurs qui menacent les terres agricoles lâchent prise. Aussi, la FUGEA est persuadée que cette bataille ne se gagnera qu'avec des décisions politiques courageuses. La Wallonie a besoin

d'une véritable politique foncière, au service d'une politique alimentaire territoriale. Nous avons été force de propositions aux Assises de la Terre et notre congrès est le moment idéal pour rebondir sur ces sujets.

Avec une interrogation au centre du débat : qui cultivera la terre agricole demain et pour quoi faire ?

LA FUGEA REFUSE DE BAISSER LES BRAS FACE À CES CONSTATS. NOTRE SYNDICAT EST À LA POINTE DU COMBAT SUR CE SUJET, COMME EN TÉMOIGNE NOS DIVERSES ACTIONS DE TERRAIN.



LA LETTRE
paysanne